

Philippe Van Parijs

Un projet éthique*

in *Qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui ?*, numéro spécial de *Politique* (Bruxelles)
n° 9-10, février-mars 1999, pp. 98-99

Il n'y a pas d'essence profonde de la gauche. Il y a tout juste une métaphore spatiale née par hasard voici deux siècles dans l'enceinte de l'Assemblée nationale française et connaissant depuis, dans de nombreux pays, dans diverses langues, un succès qui ne donne aucun signe d'épuisement. De la Izquierda Unida à Groenlinks en passant par la New Left et les Democratici di sinistra, d'innombrables partis et mouvements politiques revendiquent aujourd'hui encore l'expression pour désigner au moins une part de leur identité.

Au gré des traductions, fondations, scissions, fusions et refondations, les contours des doctrines, positions, attitudes et groupements qualifiés "de gauche" n'ont pas manqué de fluctuer, souvent dans la confusion, parfois dans la contradiction. De la nébuleuse ainsi formée émergent cependant quelques traits marquants partagés par bon nombre de ses composantes. Refonder la gauche à l'aube de son troisième siècle de vie, c'est simplement, pour ceux qui s'en réclament, sélectionner un de ces traits pour définir la gauche au sens où il leur importe hautement, sur base de leurs valeurs et de leurs analyses, de lui appartenir. C'est du même coup relativiser, comme des corrélats purement contingents, des traits dont la gauche à venir peut se débarrasser sans complexe. Refonder la gauche, c'est donc trancher dans le vif, c'est préciser le cap, c'est reformuler l'objectif fondamental, et réordonner en conséquence tout ce qui n'est guère que moyen. Au sens ainsi précisé, qu'est-ce donc qu'être de gauche aujourd'hui?

1. Etre de gauche, c'est fondamentalement lutter contre le statu quo pour promouvoir le changement ? Absurde. Du suffrage universel à l'assurance obligatoire contre les accidents de travail, de la chaleur des relations familiales à la tranquillité de la vie de village, il y a de multiples acquis et de multiples vestiges qu'il est capital de conserver. Face au Welfare Bill radical de la majorité républicaine du Congrès américain comme face à la destruction du quartier Nord de Bruxelles, être de gauche, ce n'est pas être progressiste. C'est être conservateur.

2. Etre de gauche, c'est fondamentalement accepter de limiter la liberté pour réduire les inégalités? Aberrant. Il est capital que la gauche ne concède à la droite ni le monopole, ni la priorité de la liberté. La liberté est une affaire de degré. Cela peut donc avoir sens de dire que nous sommes globalement plus libres sous un régime que sous un autre. Mais cela n'en a pas moins de s'interroger sur la manière dont la liberté est répartie. La gauche ne se distingue pas de la droite en ce qu'elle accepte de sacrifier la liberté à l'égalité. Au contraire, c'est en raison même de l'extrême importance qu'elle aussi se doit aujourd'hui d'accorder à la liberté — la liberté réelle, impliquant les moyens, pas seulement la liberté formelle, ou simple droit —, que la gauche exige qu'elle soit répartie de manière égalitaire, ou du moins de telle sorte que celles et ceux qui en ont le moins en aient autant que (durablement) possible.

3. Etre de gauche, c'est fondamentalement promouvoir l'Etat au détriment du marché? Pas du tout. Certes, il n'est pas imaginable que le marché puisse assurer sans régulation étatique aucune une allocation efficace des ressources matérielles et humaines. Et il est encore moins concevable que l'interaction du marché et de l'altruisme privé puissent spontanément engendrer une répartition minimalement équitable des ressources. Mais il ne s'en suit nullement que la gauche doive s'identifier au projet d'accroître, au détriment du marché, l'importance de l'Etat dans la vie économique et sociale. Les progrès de la gauche ne se mesurent pas au nombre d'entrepreneurs, de salariés et de bénévoles qu'elle est arrivée à transformer en fonctionnaires. L'optimum pour elle est une combinaison de travail salarié, de travail indépendant, de fonction publique et de volontariat dont on ne peut pas dire a priori s'il doit donner au marché ou à l'Etat une part plus ou moins étendue qu'aujourd'hui.

4. Etre de gauche, c'est fondamentalement vouloir rendre le fonctionnement de nos sociétés toujours plus démocratique? Pas non plus. Il est certes difficile d'imaginer que l'on puisse réaliser durablement une société minimalement équitable sans un mode de décision collectif démocratique, en un sens ténu défini par la conjonction de trois caractéristiques: suffrage universel, votations libres et règle de majorité. Pour cette raison, il est légitime d'attendre de la gauche un soutien résolu à toute extension du droit de suffrage et du vote effectif — aux femmes, aux résidents étrangers, aux mineurs d'âge, aux exclus de tout bord. Mais il ne s'en suit nullement que la gauche doive se définir par la tentative de rendre les décisions publiques plus conformes aux préférences de la majorité des citoyens. Rien ne doit par exemple nous faire présumer que la gauche doive soutenir en principe la démocratie directe contre la démocratie représentative, qu'elle doive privilégier le vote de préférence au détriment du vote de liste, qu'elle doive souhaiter raboter, au profit du pouvoir politique démocratiquement élu, l'autonomie des autorités judiciaires, scientifiques ou même monétaires. S'il s'avère, à l'analyse, qu'un régime plus "démocratique" dans ces divers dimensions, aurait un impact négatif sur la liberté réelle qu'il est durablement possible de garantir à ceux qui en ont le moins, alors tant pis pour la démocratie.

5. Etre de gauche, c'est fondamentalement s'attaquer aux privilèges des nantis pour améliorer la situation des moins favorisés? C'est beaucoup mieux, surtout si on interprète la "situation" des plus défavorisés comme leur "liberté réelle", les possibilités effectives qui leur sont ouvertes, pas seulement leur pouvoir d'achat. Etre de gauche, dans cette perspective, c'est prendre également à coeur les intérêts de tous les membres de la société et donc mettre en question systématiquement, inlassablement, toute forme de privilège. Ce n'est pas pour autant adhérer à un égalitarisme aveugle: l'effort de réduire les privilèges des nantis peut légitimement s'arrêter lorsque les réduire davantage détériorerait à terme la situation des plus défavorisés. Mais n'ayons crainte: ce point à partir duquel l'égalisation devient contreproductive se situe bien au delà du point auquel les nantis essaient de croire et faire croire qu'il se trouve, et encore plus au delà du point où nous sommes aujourd'hui.

Ces nantis, vous qui me lisez avez beaucoup de chances d'en faire, comme moi, partie — certainement si nous considérons que la "société" de référence doit être étendue à l'humanité entière. Aujourd'hui comme toujours, le projet de la gauche est en conflit avec l'intérêt personnel d'un certain nombre de ceux qui y adhèrent. Pour eux, ce projet ne peut dès lors avoir de sens qu'"éthique". Mais pour les autres aussi, aujourd'hui plus que jamais, il aura plus de sens et plus de force s'il n'est pas porté que par des

intérêts, mais aussi par un idéal qu'ils peuvent expliciter et défendre devant tous, musclant ainsi l'indignation qui motive leurs revendications et débilitant la résistance de ceux dont les privilèges sont menacés.

Que la gauche refondée doive être résolument éthique n'implique nullement qu'elle doive se faire moralisatrice. Certes, une gauche spécifiquement religieuse, ou travailliste, ou élitiste, a souvent couplé l'ambition d'améliorer le sort des plus défavorisés au souci de rendre leur conduite conforme à l'idéal de vertu, ou de travail, ou de culture qu'elle entendait promouvoir. Mais la gauche résolument émancipatrice que je défends — celle qui se définit par l'ambition d'accroître la liberté réelle de celles et ceux qui en ont le moins — n'a rien de moralisateur en ce sens, tout en étant définie et motivée par une conception de ce qu'est une société juste et en étant par là même tout aussi fondamentalement éthique.

Que le projet de gauche soit un projet éthique n'implique pas davantage qu'il doive se réduire à un préchi-précha angélique, animé d'intentions aussi louables qu'inopérantes. Il peut et doit être en même temps à la fois marxien et machiavélien.

Marxien au sens où il reconnaît que l'espace des possibles est fortement contraint par les réalités économiques — le "niveau de développement des forces productives" et les "rapports de production" — et qu'une compréhension en profondeur (pas exclusivement marxiste) de ces réalités est dès lors indispensable s'il veut éviter de se fracasser contre elles.

Machiavélien au sens où il ne reconnaît pas moins que les institutions politiques contribuent significativement à façonner le champ du possible, et qu'une analyse en profondeur de leur impact — en prenant les citoyens tels qu'ils sont, pas tels qu'il les rêve — n'est pas moins cruciale à sa réussite.

Un projet éthique n'a donc nul besoin d'être naïf. C'est même parce que la gauche peut être comprise comme un projet éthique qu'il n'est pas naïf de croire qu'elle a devant elle un bel avenir.

* La conception de la gauche brossée ici est développée dans *Marxism Recycled* (Cambridge University Press, 1993) et *Real Freedom for All. What (if Anything) Can Justify Capitalism?* (Oxford University Press, 1995, paperback 1998) ainsi que, plus sommairement, dans l'introduction ("Avec et contre Rawls") de *Sauver la solidarité* (Paris, Cerf, 1995).